

Repères généraux

Nom : BOUVET Prénom : Marc Né le 18 juin 1968 à Château-Gontier-sur-Mayenne NUMEN : 25S9801125VIO Grade détenu : PR 1^{ère} classe Section : 03	
Etablissement d'affectation au cours des deux dernières années :	Université d'Angers
Laboratoire ou école doctorale :	Centre Jean Bodin – Université d'Angers
Lieu de préparation du doctorat :	Université de Rennes 1
Date d'obtention de la thèse :	8 novembre 1997
Lieu d'obtention de la thèse :	Université de Rennes 1
Directeur de thèse :	François Burdeau, professeur à l'Université de Rennes 1
Garant HDR :	HDR corrélative à ma nomination de professeur des universités (1 ^{er} septembre 2002) suite à mon admission au premier concours national d'agrégation d'histoire du droit et des institutions (28 janvier 2002)
Domaines de spécialité scientifique au sein de la section :	Histoire du droit constitutionnel depuis 1789 Histoire du droit administratif et de la justice administrative Histoire du Conseil d'État et des conseils de préfecture au XIX ^e
Liste de 5 publications caractéristiques des domaines de spécialité :	1. <i>Le Conseil d'État sous la Monarchie de Juillet</i> , Paris, LGDJ, Bibliothèque de science administrative, t. 17, 2001, VII-696 p., préface de François Burdeau 2. « Les commissaires du gouvernement auprès du Conseil d'État statuant au contentieux entre 1831 et 1872 », in Grégoire Bigot et Marc Bouvet (dir.), <i>Regards sur l'histoire de la justice administrative</i> , Paris, Litec, coll. Colloques et débats, 2006, p. 129-181 3. « La procédure contentieuse devant le Conseil d'État au XIX ^e siècle », in Joël Hautebert et Sylvain Soleil (dir.), <i>La procédure et la construction de l'État en Europe (XVI^e-XIX^e siècle)</i> , Rennes, PUR, 2011, p. 743-799 4. « Entourages et cabinets ministériels de la Révolution à la Monarchie de Juillet (1791-1848) », in Jean-Marie Eymeri-Douzans (dir.), <i>Le règne des entourages. Cabinets et conseillers de l'Exécutif</i> , Paris, Presses de Sciences Po, 2015, p. 141-193 5. « La loi de 1872, miroir de l'histoire du Conseil d'État », in Conseil d'État, <i>Conférences « Vincent Wright » et table ronde « La loi du 24 mai 1872 : 150 ans après »</i> tenue au Conseil d'État le 30 mai 2022, Paris, La Documentation française, 2022, p. 137-151

Titres et diplômes :

1986 : Bac C (maths-physique), lycée Guy Moquet (44 Châteaubriant)

1986-1987 : élève de prépa HEC option maths, Lycée Chateaubriand (35 Rennes)

1988-1989 : Deug de droit, mention bien, major de promotion, Université d'Angers

1990 : licence de droit public, mention assez bien, Université d'Angers

1991 : maîtrise de droit public, mention bien, major de promotion, Université d'Angers

1992 : DEA d'histoire de la formation du droit français, mention bien, major de promotion, Université de Rennes 1

1993 : Service national

1994-1997 : préparation de ma thèse de doctorat en droit, Université de Rennes 1

8 novembre 1997 : Soutenance à l'Université de Rennes 1 de ma thèse de doctorat en droit sur *Le Conseil d'État sous la Monarchie de Juillet*, 4 vol., 1364 p., mention très honorable avec félicitations et avis favorable à l'octroi de subventions pour la publication de la thèse en l'état, à l'unanimité des membres du jury composé de François Burdeau, professeur à l'Université de Rennes 1 et directeur de recherches, Jean-Jacques Bienvenu, professeur à l'Université de Paris 2, Marcel Morabito, directeur de l'IEP de Rennes, Yves Robineau, conseiller d'État, et Vincent Wright, professeur à l'Université d'Oxford. Pour cette thèse, lauréat et 1^{er} prix de thèse 1998 de la Faculté de droit de l'Université de Rennes 1.

28 janvier 2002 : agrégé au premier concours national d'agrégation d'histoire du droit et des institutions (concours 2001-2002)

Expérience professionnelle :

1^{er} septembre 1993-30 août 1994 : chargé de travaux dirigés d'histoire du droit à l'Université de Rennes 1 (arrêt de cette activité pour me consacrer pleinement à ma thèse de doctorat).

1^{er} septembre 1998-30 août 2002 : maître de conférences d'histoire du droit à l'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines.

1^{er} septembre 2002-30 août 2004 : professeur d'histoire du droit à l'Université de Pau et des pays de l'Adour (site de Bayonne).

Depuis le 1^{er} septembre 2004 : professeur d'histoire du droit à l'Université d'Angers.

2009-2015 : responsable et président du jury de la 2^e année de licence de droit.

2015-2022 : responsable de la licence de droit et responsable et président du jury de la 3^e année de licence de droit.

Depuis 2022 : président de la commission de validation d'études de la licence de droit

2010-2016 : responsable de l'axe « L'État » du Centre Jean Bodin (réunissant les enseignants-chercheurs en droit et science politique de l'Université d'Angers).

2012-2016 : membre du Conseil de gestion de la Faculté de droit, d'économie et de gestion.

Depuis 2014 : responsable pour le site d'Angers du master 2 d'Histoire du droit et des institutions conventionné entre les Universités de Rennes 1, Angers et Nantes (2014-2021), puis du master 2 d'Histoire du droit et des institutions conventionné entre les Universités de Rennes et d'Angers (depuis 2022)

Activités scientifiques :

Thématiques de recherche :

Histoire du droit administratif : l'essentiel de mes recherches et la plupart de mes publications portent sur l'histoire de la justice administrative, du Conseil d'État et des conseils de préfecture au XIX^e siècle. Mes travaux dans ce domaine ont été salués pour le renouvellement des sources étudiées et leurs apports, en particulier par Jean-Louis Mestre, professeur émérite à l'Université d'Aix-Marseille et l'un des plus grands spécialistes d'histoire du droit administratif (« L'histoire du droit administratif », in Pascale Gonod, Fabrice Melleray et Philippe Yolka (dir.), *Traité de droit administratif*, Paris Dalloz, 2011, tome 1, p. 33 et 54 ; « L'histoire du droit administratif », in Jacques Krynen et Bernard d'Alteroché (dir.), *L'Histoire du droit en France. Nouvelles tendances, nouveaux territoires*, Paris, Classiques Garnier, 2014, p. 257). Mes recherches sur l'histoire de la justice administrative nourrissent également deux enseignements originaux en Master 1 de droit public et en Master 2 d'histoire du droit et des institutions.

Histoire du droit constitutionnel : mes recherches en ce domaine m'ont valu de préparer, dès 2007, à la demande du Professeur Albert Rigaudière, un *Traité d'histoire du droit constitutionnel*, chez Economica. Des raisons personnelles et de santé m'ont contraint en 2009 à abandonner ce projet. Toutefois, mes recherches effectuées, avant, pendant et depuis ce projet, servent de support à trois enseignements en Licence 1 de droit, en Licence 2 de droit et en Licence 3 de droit.

Encadrement et animation de recherches :

Direction, animation de laboratoires et équipes de recherche : Responsable de l'axe « État » du Centre Jean Bodin de l'Université d'Angers (2010-2016).

Organisation de colloques, conférences, journées d'étude :

-Coorganisateur de deux journées d'études tenues à la Faculté de droit de l'Université de Rennes 1, les 7 mai 2003 et 16 janvier 2004, ayant donné lieu à publication : Grégoire Bigot et Marc Bouvet (dir.), *Regards sur l'histoire de la justice administrative*, Paris, Litec, coll. Colloques et débats, 2006, XI-347 p., préface de Jean Massot.

-Cofondateur et coorganisateur depuis 2005 des *Conférences Vincent Wright* du Comité d'histoire du Conseil d'État et de la juridiction administrative (5 à 6 conférences par an dans la salle de l'Assemblée générale du Conseil d'État).

Direction de thèses :

Directeur de trois thèses de doctorat en droit mention histoire du droit :

- Matthieu LE VERGE, *Les règlements intérieurs de la Chambre des pairs et de la Chambre des députés sous la Restauration : la souveraineté des Chambres entre 1814 et 1830*, thèse de doctorat en droit (mention histoire du droit), soutenue à l'Université d'Angers, le 13 décembre 2018.
- Marie-Adélaïde GOSSELIN, *Le Conseil d'État sous la Restauration (1814-1830)*, thèse de doctorat en droit (mention histoire du droit), soutenue à l'Université de Rennes 1, le 12 décembre 2022.
- Matthieu BRUNEAU, *La Chambre des pairs sous la Monarchie de Juillet (1830-1848)*, en codirection avec le Professeur Grégoire BIGOT, en préparation à l'Université de Nantes depuis 2019.

Direction d'autres travaux :

Directeur d'environ une trentaine de mémoires de Master 1 de Droit public et de Master 2 d'Histoire du droit aux Universités d'Angers et de Rennes 1.

Rayonnement scientifique :

- Membre expert scientifique du Comité d'histoire du Conseil d'État et de la juridiction administrative (au sein du Conseil d'État) et rapporteur permanent du prix de thèse biennuel dudit Comité (depuis 2005).
- Membre rapporteur du jury du prix de thèse de l'Association des historiens des facultés de droit (2011).
- Rapporteur permanent du prix Dufaure du meilleur mémoire de master du Comité d'Histoire parlementaire et politique
- Rapporteur dans plusieurs jurys de thèse de doctorat en droit mention histoire du droit.
- Membre de cinq sociétés savantes : 1. Société d'Histoire du droit, 2. Association des historiens des facultés de droit, 3. Association française pour la recherche en droit administratif, 4. Comité d'Histoire parlementaire et politique, 5. Histoire et patrimoine du pays de Châteaubriant.

Publications :

- *Ouvrages individuels et collectifs :*

1. En codirection avec Grégoire Bigot, *Regards sur l'histoire de la justice administrative*, Paris, Litec, coll. Colloques et débats, 2006, XI-347 p., préface de Jean Massot.
2. *Le Conseil d'État sous la Monarchie de Juillet*, Paris, LGDJ, Bibliothèque de science administrative, t. 17, 2001, VII-696 p., préface de François Burdeau (version allégée de ma thèse de doctorat en droit soutenue le 8 novembre 1997 à la Faculté de droit de l'Université de Rennes I devant un jury composé de François Burdeau, professeur à l'Université de Rennes I et directeur de recherches, Jean-Jacques Bienvenu, professeur à l'Université de Paris II, Marcel Morabito, directeur de l'IEP de Rennes, Yves Robineau, conseiller d'État, et Vincent Wright, professeur à l'Université d'Oxford). Pour cette thèse, lauréat et prix de thèse 1998 de la Faculté de droit de l'Université de Rennes I.

• *Articles :*

1. « Notices biographiques de J.-J. Baude, A. Billiard, A. Bixio, A. Bouchené-Lefer, P. Baudet, J. Boulatignier, J. Boulay de la Meurthe, H. Boulay de la Meurthe, F. Carteret, H. Carteret, P. de Chasseloup-Laubat, Ch. Dunoyer de Segonzac, E. Janvier, F. de Jouvencel, É. Landrin, C. Lanyer, A. Legrand, Ch. Lesseps, L. Macarel, Ch. Maillard, A. Marchand, J.-L. O'Donnel, Ch. Paravey, A. Pons de l'Hérault, H. de Préval, J.-Ch. Rivet, G. Rousseau de Saint-Aignan, A. Stourm, S. Tournouër, É. Vincens, A. Vivien », in Éric Anceau (dir.), *Les Quarante-Huitards et les autres. Dictionnaire des dirigeants de 1848*, Paris, Sorbonne Université Presses, 2024
2. « La composition du conseil de préfecture de la Loire-Inférieure (1800-1848) », in *Des racines du Droit et des contentieux. Mélanges en l'honneur du Professeur Jean-Louis Mestre*, Éditions L'Épitoque, 2020, t. II, p. 45-54
3. « La composition des conseils de préfecture (1800-1851) », in Miguel Angel Chamocho Cantudo et Tiphaine Le Yoncourt (dir.), *La naissance de la justice administrative locale. Des conseils de préfecture français aux conseils de province espagnols*, Presses universitaires de Rennes, 2018, p. 207-221
4. « Les conseils de préfecture : attributions et procédure contentieuses (1800-1889) », in Miguel Angel Chamocho Cantudo et Tiphaine Le Yoncourt (dir.), *La naissance de la justice administrative locale. Des conseils de préfecture français aux conseils de province espagnols*, Presses universitaires de Rennes, 2018, p. 247-260
6. « La composition du Conseil de préfecture de Maine-et-Loire (1800-1851) », in Christophe Blanchard et Flore Gasnier (dir.), *Aux confins du droit. Hommage amical à Xavier Martin*, Poitiers-Paris, Presses universitaires juridiques de Poitiers/LGDJ, 2015, p. 97-106
7. « Entourages et cabinets ministériels de la Révolution à la Monarchie de Juillet (1791-1848) », in Jean-Marie Eymeri-Douzans (dir.), *Le règne des entourages. Cabinets et conseillers de l'Exécutif*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015, p. 141-193.
8. « Los consejos de prefectura : atribuciones y procedimiento contencioso (1800-1889) », in Miguel Angel Chamocho Cantudo (dir.), *El nacimiento de la justicia administrativa provincial. De los consejos de prefectura a los consejos provinciales*, Madrid, Dykinson, 2014, p. 357-378.
9. « La composición de los consejos de prefectura (1800-1851) », in Miguel Angel Chamocho Cantudo (dir.), *El nacimiento de la justicia administrativa provincial. De los consejos de prefectura a los consejos provinciales*, Madrid, Dykinson, 2014, p. 303-327.
10. « Conseil d'État », in Nicolas Kada et Martial Mathieu (dir.), *Dictionnaire d'administration publique*, Grenoble, PU Grenoble, 2014, p. 103-105.
11. « Séparation des autorités administratives et judiciaires », in Nicolas Kada et Martial Mathieu (dir.), *Dictionnaire d'administration publique*, Grenoble, PU Grenoble, 2014, p. 460-461.
12. « La procédure contentieuse devant le Conseil d'État au XIX^e siècle », in Joël Hautebert et Sylvain Soleil (dir.), *La procédure et la construction de l'État en Europe (XVI^e-XIX^e siècle)*, Rennes, PUR, 2011, p. 743-799.
13. « La procédure contentieuse devant les conseils de préfecture au XIX^e siècle », in Joël Hautebert et Sylvain Soleil (dir.), *La procédure et la construction de l'État en Europe (XVI^e-XIX^e siècle)*, Rennes, PUR, 2011, p. 801-825.
14. « Le personnel du Conseil d'État et la Révolution de février 1848. Discontinuité constitutionnelle et continuité administrative », *Études à la mémoire du Professeur François Burdeau*, Paris, Litec, 2008, p. 79-95.

15. « Le sous-préfet Nicolas Bernard-Dutreil et l'arrondissement de Châteaubriant sous le Consulat (1800-1804) », *Hippac*, n° 5, 2007, p. 46-57.

• *Conférences, congrès et colloques à communication avec publication des actes :*

1. « Brève histoire des conseils de préfecture (1800-1953) », in Conseil d'État, *70^e Anniversaire des Tribunaux administratifs*, actes du colloque du Conseil d'État, 15 décembre 2023, Paris, La Documentation française, 2025, à paraître
2. « Les membres du Conseil d'État en 1848 », in Éric Anceau (dir.), *Les acteurs européens du « printemps des peuples » en 1848*, actes du colloque à la Sorbonne Université, 31 mai-2 juin 2018, Sorbonne Université Presses, 2025, à paraître
3. « Edmond David au Conseil d'État et au Tribunal des conflits (1855-1879) », in Pierre Allorant et Florent Blanco (dir.), *Edmond David (1834-1913). Itinéraire brisé d'un conservateur au Conseil d'État*, actes du colloque d'Orléans, 30 novembre-1^{er} décembre 2023, L'Épilogue, 2025, à paraître
4. « Macarel au Conseil d'État et au Tribunal des conflits (1830-1851) », in Pierre Allorant, Florent Blanco et Fouad Eddazi (dir.), *Macarel. Un juriste au service de la science et de l'État*, actes du colloque d'Orléans, 2-3 décembre 2021, L'Épilogue, 2025, à paraître
5. « Cormenin au Conseil d'État », in Adrien Lauba et Damien Salles (dir.), *Avec Cormenin. Pérégrinations*, actes du colloque de Poitiers, 19-20 mai 2022, Poitiers, Presses universitaires juridiques de Poitiers, 2023, p. 57-67
6. « La loi de 1872, miroir de l'histoire du Conseil d'État », in Conseil d'État, *Conférences « Vincent Wright » et table ronde « La loi du 24 mai 1872 : 150 ans après »* tenue au Conseil d'État le 30 mai 2022, Paris, La Documentation française, 2022, p. 137-151
7. « Les membres du Conseil d'État en 1848 : de la continuité en temps de Révolution », in Conseil d'État, *Conférences « Vincent Wright », vol. 3*, Paris, La Documentation française, 2019, p. 103-116
8. « Le Bonheur dans les Déclarations des droits américaines et françaises de la fin du XVIII^e siècle », in Félicien Lemaire (dir.), *Doctrines et réalité(s) du bonheur*, actes du colloque à l'Université d'Angers des 8-9 décembre 2016, Paris, Mare et Martin, 2019, p. 55-77
3. « Le Conseil d'État napoléonien, juge administratif suprême sous le Consulat et l'Empire », in Thierry Lentz (dir.), *Napoléon et le droit*, actes du colloque de l'ICES à la Roche-sur-Yon des 14-16 mars 2017, Paris, CNRS, 2017, p. 125-139.
4. « Les conseillers de préfecture mobilisés durant la Première Guerre Mondiale », in Conseil d'État, *Le Conseil d'État et la Grande Guerre*, actes du colloque du Conseil d'État à l'ENA et aux Invalides à Paris des 20-21 novembre 2015, Paris, La Documentation française, 2017, p. 65-76.
5. « Les conseillers de préfecture en fonction pendant et à la sortie de la Première Guerre Mondiale », in Conseil d'État, *Le Conseil d'État et la Grande Guerre*, actes du colloque du Conseil d'État à l'ENA et aux Invalides à Paris des 20-21 novembre 2015, Paris, La Documentation française, 2017, p. 103-118.
6. « Le Conseil d'État et l'économie de la France sous la Monarchie de Juillet (1830-1848) », in *Le Conseil d'État et le développement économique de la France au XIX^e siècle*, actes du colloque du Conseil d'État du 20 mai 2011, Paris, La Documentation française, 2014, p. 33-49.
7. « La procédure contentieuse devant le Conseil d'État napoléonien (1799-1814). État des lieux et perspectives de recherches », in Conseil d'État, *Conférences Vincent Wright, volume 1*, Paris, La Documentation française, 2012, p. 43-57.

8. « Le Tribunal des conflits », in Bertrand Seiller (dir.), *La Constitution administrative de la France*, actes du colloque de l'Université Paris II des 28-30 septembre 2011, Paris, Dalloz, 2012, p. 49-64.
9. « Les décrets des 11 juin et 22 juillet 1806 et la procédure contentieuse devant le Conseil d'État napoléonien », in Sylvain Soleil et Joël Hautebert (dir.), *Modèles français, enjeux politiques et élaboration des grands textes de procédure en Europe : tome I*, actes du colloque de l'Université de Rennes I des 9-10 novembre 2006, Paris, Éditions juridiques et techniques, 2007, p. 201-216.
10. « Les commissaires du gouvernement auprès du Conseil d'État statuant au contentieux entre 1831 et 1872 », in Grégoire Bigot et Marc Bouvet (dir.), *Regards sur l'histoire de la justice administrative*, actes des journées d'études de l'Université de Rennes I des 7 mai 2003 et 16 janvier 2004, Paris, Litec, coll. Colloques et débats, 2006, p. 129-181.
11. « La procédure contentieuse devant le Conseil d'État napoléonien, juge administratif suprême (1799-1814) », in Marie-Laure Moquet-Anger (dir.), *Les institutions napoléoniennes*, actes du colloque de l'Université de Rennes I des 21-22 novembre 2002, Paris, L'Harmattan, coll. Logiques juridiques, 2006, p. 97-112.

- *Conférences sans publication des actes :*

1. « Les membres du Conseil d'État en 1848 : rupture ou continuité ? », conférence donnée à la Faculté de droit et de science politique de Rennes dans le cadre du Réseau Pyrallis, le 7 février 2019
2. « Les liens étroits entre le corps préfectoral et le Conseil d'État sous la Monarchie de Juillet (1830-1848) », conférence lors de la 1^{ère} journée d'études sur l'histoire du corps préfectoral du Comité d'histoire du corps préfectoral à l'École normale supérieure de Lyon, le 10 novembre 2017

- *Interview :*

1. Avec Bénédicte Weiss, « Quand le Conseil d'État veut abandonner ses "considérant" », Site internet de TV5 MONDE, 18 août 2013.

- *Projets en cours :*

Articles :

1. « Les maîtres des requêtes au Conseil d'État sous le Second Empire », *Conférence Vincent Wright* au Conseil d'État

Activités pédagogiques :

Présentation de l'activité d'enseignement :

Mes enseignements se composent essentiellement de cours magistraux (avec ou sans travaux dirigés) et accessoirement de séminaires. Tous sont liés à mes spécialités scientifiques et à mes activités de recherches.

Enseignements : année 2024-2025

- *Licence de droit 1^{ère} année : cours d'Histoire des institutions (33 h) approfondi par des travaux dirigés (18h). Objet du cours : Histoire du droit constitutionnel de 1789 à 1814.*
- *Licence de droit 2^e année : cours d'Histoire constitutionnelle (30 h). Objet du cours : suite du cours de 1^{ère} année : Histoire du droit constitutionnel de 1814 à 1851.*
- *Licence de droit 3^e année : cours d'Histoire du droit constitutionnel et du droit administratif (30 h). Objet du cours : suite du cours de 2^e année : Histoire du droit constitutionnel de 1851 à 1946.*
- *Master 1 de droit public : cours d'Histoire du droit administratif et de la justice administrative (24 h).*
- *Master 2 d'histoire du droit : cours d'Histoire de la justice administrative (20 h).*